



## **COP 21**

**DÉCLARATION DE  
SON EXCELLENCE PATRICE EMERY TROVOADA**

**PREMIER MINISTRE ET CHEF DU GOUVERNEMENT  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE SÃO TOMÉ ET PRÍNCIPE**

**30 NOVEMBER 2015  
PARIS**



**Conférence des Nations unies  
sur les changements climatiques**

**COP21/CMP11**

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etats et de  
Gouvernements,  
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégations  
Excellences Mesdames et Messieurs les représentants des  
Organismes Internationaux et de la Société Civile  
Chers Délégués,

Permettez moi tout d'abord de féliciter les autorités françaises et particulièrement le Président François Hollande, pour la qualité de l'accueil qui nous est réservé, ainsi que pour les excellentes conditions de travail mises à notre disposition depuis notre arrivée dans cette belle capitale qu'est Paris, Paris endeuillée, Paris blessée, mais Paris toujours debout pour symboliser la Liberté, l'Egalité et la Fraternité.

Cette devise française, après les tragiques événements de 13 Novembre dernier, nous a conforté dans l'idée que nous devons être présent ici, aujourd'hui, pour manifester notre appartenance à un espace commun, uni dans sa diversité. Aujourd'hui plus que jamais nous devons prendre conscience de l'interdépendance entre les Nations, les Régions du Monde et les processus socio-économiques ainsi que de nos cycles de développement respectifs.

C'est ainsi qu'un petit Etat insulaire comme mon pays, Sao Tome et Principe, doté d'un réel potentiel en matière d'agriculture de pêche et d'éco-tourisme, paye de plus en plus le prix des options industrielles des Etats du Nord et de certains pays émergents, par une dégradation constante de son écosystème, traduite dans les perturbations météorologiques extrêmes qui détruisent les villages côtiers, provoquent une érosion accélérée de nos cotes et la sécheresse à l'intérieur des terres, privant nos jeunes d'un avenir certain fait de travail honnête et d'espoir.

Nos efforts en matière de gouvernance, d'éducation, de santé publique, d'accès aux nouvelles technologies, buttent face à l'instabilité des rendements agricoles et au paradoxe des options d'industrialisation accélérée pour absorber le chômage des jeunes, faisant abstraction, souvent, de considérations écologiques et des technologies propres, pourtant fondamentales.

Comme si cela ne suffisait pas, aujourd'hui nous risquons également la stigmatisation de la part des pays riches, lorsque nos jeunes en proie au désespoir cherchent un avenir à travers l'immigration économique vers le Nord.

N'étant ni émergents, ni développés, ni pollueurs, nous, petits états insulaires sommes les premières victimes impuissantes des désaccords et des lenteurs qui depuis Kyoto inviabilisent une solution acceptable et consensuelle, globale, qui à terme assurerait une régulation climatique raisonnable, et nous permettrait l'accès à des ressources financières concessionnelles indispensables notamment pour nous conduire vers l'électrification propre, l'assainissement et en général, la création de richesse d'une façon responsable, durable et transparente.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Chers homologues,

L'égoïsme et la cupidité sont incompatibles avec les valeurs d'Humanité et de Démocratie et tout simplement ils sont contraires au Bon Sens.

Nous appelons au Bon Sens.

Nous devons ici, nous avons l'obligation ici, durant cette COP 21 de faire des progrès notables, avec des objectifs, qui par absence d'un cadre juridique international, seront difficilement

contraignants, mais qui pour autant doivent être clair, précis, mesurables et ajustables périodiquement d'ici la fin du siècle. Mon Gouvernement quelque soit le résultat de cette Conférence assumera sa part.

Chacun de nous semble avoir compris la nécessité de œuvrer contre le réchauffement climatique, chacun de nous se doit également de comprendre la nécessité impérieuse de combler les asymétries en matières de développement humain.

Nous sommes aujourd'hui les passagers d'un même vaisseau. Et nous Africains, de l'Afrique Centrale, porteur et gardien d'un poumon essentiel pour notre planète que constitue la forêt équatoriale du Bassin du Congo, sommes conscient de notre quote-part de responsabilité.

Mesdames et Messieurs,

Les projets réalisés dans mon pays grâce notamment à la contribution de la Banque Mondiale, produisent des résultats notables mais restent encore en deçà des besoins et du rythme de détérioration de l'environnement

Au delà des effets d'annonce, des milliards d'Euros, et des divers Fonds, il est souhaitable de rendre opérationnel les engagements financiers existants et non décaissés jusqu'à présent, faute de modalités précises de mobilisation et d'affectation.

Les pays responsables de la dégradation du climat se doivent de prouver la sincérité et la crédibilité des engagements en cours, notamment en ce qui concerne le Fond Vert.

Enfin, Cher Délégués, il nous paraît aussi essentiel de faire évoluer les cadres juridiques nationaux en terme de protection de l'environnement et de répression des crimes écologiques, aussi bien que le droit d'ingérence et le droit

pénal international dans ce domaine, car nous comprenons bien les résistances et la nécessité tôt ou tard de créer un cadre contraignant pour protéger notre planète et préserver son futur.

Dans l'espoir que cette conférence soit conclusive et réponde aux attentes des citoyens de tous les hémisphères, je vous remercie de votre aimable attention.